



## La «stratégie globale» des Etats-Unis et sa réalité

Par [Alain Joxe](#)

Mondialisation.ca, 25 janvier 2007

[À l'encontre](#) 25 janvier 2007

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)



Dick Cheney, Nancy Pelosi et G.W.Bush, le 23 janvier 2007

Dans son sixième discours à la Nation – discours sur l'état de l'Union – fait devant le Congrès, ce 23 janvier 2007, G.W. Bush a déclaré: «Notre pays déploie une nouvelle stratégie en Irak. Et je vous demande de lui donner une chance... A ce jour, à cette heure, il est encore possible de peser sur l'issue de la bataille ». Selon G. W. Bush: «La grande question de notre époque est de savoir si l'Amérique aidera les hommes et les femmes du Proche-Orient à bâtir des sociétés libres et à bénéficier des mêmes droits que le reste de l'humanité. Pour notre propre sécurité, je pense qu'il le faut».

*Dans les médias, l'accent est mis sur l'affrontement entre Bush, l'administration républicaine, d'un côté, et le Congrès (Sénat et Chambre des représentants) démocrate, de l'autre. En fait, en toile de fond, c'est la débâcle politique et militaire en Irak qui est l'essentiel.*

*Le Parti démocrate n'a pas de politique explicite différente sur l'Irak. Hillary Clinton au premier rang, qui a soutenu l'intervention et la «guerre de 30 ans contre le terrorisme».*

*Bush se situe au-dessous des niveaux de «popularité» de Nixon à l'occasion du pic de la crise du Watergate (1972-1973). Une défaite – à l'aune des buts proclamés – de l'impérialisme américain dans sa guerre coloniale en Irak inquiète l'ensemble des cercles dirigeants américains. La large majorité de population américaine – dont l'essentiel subit les coups d'une guerre sociale et d'une inégalité croissante à tel point que l'hebdomadaire de Wall Street, *Baron's* (22 janvier 2007), titre *Rich America, Poor America, Welcome to the age of Plutonomy* (p. 21) – se prononce contre la poursuite de la guerre en Irak.*

*Tout ce contexte explique, peut-être, l'aspect étrange du discours de Bush devant le Congrès. L'Irak y occupe une place secondaire. Par contre, les «propositions» concernant la politique interne des Etats-Unis sont développées. Elles visent: à affaiblir encore la couverture maladie des citoyens et citoyennes des Etats-Unis les plus mal protégés ; à introduire une législation offrant à l'agrobusiness des migrants au statut de quasi journaliers, etc. Des membres de cette «plutonomy» ont écouté cette partie du discours avec une oreille plus attentive.*

*Quand Bush en est arrivé au thème de la «guerre en Irak», il a présenté une requête aux membres du Congrès – un Congrès placé sous la baguette de la démocrate Nancy Pelosi qui l'a fait applaudir chaudement, comme le rituel l'exige: «Et je vous demande de soutenir les troupes sur le champ de bataille – et celles qui s'y rendent».*

*Les speechwriters (ceux qui écrivent les discours de Bush) ont mérité leur salaire. Après ces paroles, le doute ne pouvait exister sur le consensus bi-partisan qui avait existé dans le passé et sur l'accord tacite qui existera demain afin de financer le budget militaire nécessaire à la politique impérialiste des Etats-Unis. A «l'impératif national» d'apporter «un soutien à nos troupes», aucune des deux ailes du «parti unique» de la bourgeoisie ne va chercher à échapper. Protégés par ce bouclier, les opposants à la politique de Bush peuvent conduire des débats – réels – sur la politique immédiate, sans risques pour les intérêts fondamentaux des classes dominantes et avec des avantages collatéraux en vue des élections présidentielles.*

*Il faut avoir à la mémoire que Nancy Pelosi, en mars 2006, a co-signé un document sur les dépenses militaires qui indique, sans ambiguïtés, que le budget militaire ne serait pas réduit sous un futur règne démocrate, mais y compris augmenté.*

*Dans l'essentiel des médias, l'accent est mis, depuis des semaines, sur une opposition forte entre la politique mise en avant par G.W. Bush et le rapport Baker-Hamilton datant de début décembre 2006: The Iraq Study Group Report, James A. Baker, III, and Lee H. Hamilton, Co-Chairs: Lawrence S. Eagleburger, Vernon E. Jordan, Jr., Edwin Meese III, Sandra Day O'Connor, Leon E. Panetta, William J. Perry, Charles S. Robb, Alan K. Simpson.*

*Sur le fond, cela n'est pas si évident. L'analyse de la politique impériale des Etats-Unis fournie ci-dessous par Alain Joxe permet de mieux saisir dans quel cadre se développent les initiatives actuelles de l'administration Bush et les similitudes qui existent avec diverses parties du Rapport Baker-Hamilton, dont configuration n'est pas marqué du sceau de la cohérence. Une incohérence qui reflète, à sa façon, les impasses de la «stratégie globale» des Etats-Unis, une «stratégie» dont les populations du Proche et Moyen-Orient payent actuellement le prix le plus élevé. (rédaction [À l'encontre](#))*

\*\*\*\*\*

On ne peut pas démocratiser de force. Le double prétexte de la guerre, l'«armement nucléaire» de Saddam Hussein et sa «complicité avec Al-Qaeda», ont été rapidement écartés; mais le prétexte «restauration de la démocratie» subsiste et se veut une stratégie globale. Evidemment, sous cet angle, l'expédition d'Irak est un échec sanglant, que dénonce en partie le rapport Baker-Hamilton. Le thème démocratisation est toutefois repris dans la conférence de presse du président Bush du 20 décembre qui annonce un renforcement des effectifs américains et non un retrait. Que signifie donc ces hoquets stratégiques qui nous viennent d'Amérique depuis la victoire électorale des démocrates?

L'analyse stratégique ne peut pas prendre au pied de la lettre les déclarations d'intention, même si elles font partie du dossier. On aurait donc tort d'accorder le moindre crédit à l'idée que le but politique de la guerre (le «Zweck», dans le vocabulaire de Clausewitz) n'ait jamais été réellement la démocratisation, car les Etats-Unis n'ont jamais mis en oeuvre aucun des moyens adéquats. En écrasant pratiquement sans combat sous les bombes et les bulldozers les forces armées irakiennes, en détruisant complètement toutes les institutions, en licenciant tous les fonctionnaires, les Etats-Unis ont plongé la société irakienne dans un chaos. Lorsqu'une armée d'occupation n'a pas les moyens d'une présence ubiquitaire répressive, combinée avec une reconstruction, et quand un pays, par ailleurs, regorge d'arsenaux, distribués pour la «défense populaire généralisée» puis récupérés au marché noir des milices confessionnelles, l'occupant est clairement en train de construire le chaos. La construction du chaos n'exige pas un suivi tatillon et policier; au contraire, elle repose sur la libération incontrôlée de toutes les violences, déchaînées par la peur, la précarité et l'insécurité qui règne dans l'état de guerre. Les troupes américaines se sont repliées rapidement dans des positions fortifiées et n'ont plus pratiqué que des expéditions punitives, sans jamais tenir ensuite le terrain. Bain de jouvence nécessaire du «néolibéralisme», le chaos d'Irak peut donc être considéré comme un succès sanglant. S'il requiert aujourd'hui des moyens accrus, c'est pour un nouveau but politique, peut-être hors de portée des Etats-Unis.

Des critiques militaires furent énoncées publiquement par l'armée de terre, au début, par des généraux retraités, réclamant plus d'effectifs, puis par des officiers d'active, réclamant un objectif politique réel. On peut donc dire que le militarisme de Rumsfeld n'est pas un militarisme militaire mais un choix politique. Les militaires voulaient plus de troupes pour réussir la démocratisation: ce sont là des naïvetés militaires. La guerre contre le terrorisme, entamée par Rumsfeld, était et reste pour le président Bush une «guerre de trente ans». Elle conduisait à détruire complètement tout ce qui pouvait encore faire surgir de l'Irak la société arabe, technologiquement la plus avancée du Moyen-Orient un pouvoir d'Etat rationnel et éventuellement démocratique. La destruction permanente de l'Etat est un but politique atteint. Mais ce succès sans victoire au sens traditionnel est dommageable à l'état d'esprit des troupes et au moral de la nation. D'où le rapport Baker.

Le rapport Baker mérite une analyse de contenu rigoureuse: il est construit autour de trois blocs formant un ensemble incohérent. Pour le premier bloc, la guerre paraît perdue, dès le début, faute d'effectifs suffisants, et perdue actuellement faute de pouvoir compter sur l'armée et la police irakiennes, incapables, de tenir en permanence les terrains nettoyés. Les forces irakiennes, divisées en unités communautarisées, compromises avec les milices de quartiers, refusent sélectivement de coopérer avec les forces américaines et sont complices des massacres communautaires. Le départ des Américains paraît donc inévitable.

Pour rendre ce départ moins lamentable, le deuxième bloc propose une transformation complète de la diplomatie, destinée à rallier les deux principaux adversaires régionaux, l'Iran et la Syrie, à la constitution d'un Iraq International Support Group qui déciderait de soutenir le retour à la paix et à la reconstruction de l'Irak. En même temps que ce double ralliement, le rapport Baker rattache au programme du groupe de soutien un nouveau traitement du problème arabo-israélien : rien de moins que la solution de la question palestinienne, du Golan et de la question libanaise. Mais les propositions du rapport imposent toujours qu'on écarte de cette négociation les parties qui ne reconnaissent pas l'Etat d'Israël, Hezbollah et Hamas, c'est-à-dire les alliés possibles des Iraniens et des Syriens. En un mot, la proposition diplomatique nouvelle reste unilatéraliste; elle est déjà

considérée comme «démodée» à Washington, pour incohérence ou irréalisme.

Le troisième bloc du rapport, le plus innovant, est rarement examiné en détail: c'est un important train de réformes, destinées à rendre l'appareil militaire et policier irakien capable de reprendre à son compte prochainement le maintien de l'ordre et de la reconstruction du monopole de la force armée de l'Etat. Les effectifs américains diminuent globalement, mais à cette diminution doit correspondre une intensification de l'implication des Etats-Unis dans la guerre. La réforme recommande que l'armée et la police irakiennes soient réunifiées sous commandement militaire, mais aussi que leurs unités soient renforcées par des personnels combattants américains spécialisés, atteignant 20 000 à 30 000 hommes, engagés par affectation directe, à l'entraînement, à la modernisation opérationnelle ou au commandement des unités combattantes irakiennes, de l'armée et de la police. On passerait d'un mandat de l'ONU à un protectorat militaire américain.

Il en ressort que le rapport écarte l'idée d'un départ rapide des troupes, mais en même temps leur départ est préconisé avant deux ans. Le président Bush (avec le président irakien) pourra donc refuser verbalement le diagnostic critique du groupe de travail Baker et accepter ses réformes militaires en jouant franchement les prolongations. Ce qu'il faut remarquer c'est le but («Zweck») de cette deuxième phase de la guerre d'Irak: reconstruire l'Etat. Après avoir orchestré avec succès sa destruction par la guerre civile, les Etats-Unis se déclareraient prêts à mener à son terme une deuxième guerre, exigeant une victoire militaire sur les sécessionnistes et la restauration d'un «centre» étatique de gestion du pétrole, grâce au ralliement des baasistes. Ce double passage au bulldozer, destruction puis destruction de la destruction, garantirait ensuite, croit-on, la victoire, c'est-à-dire le ralliement à n'importe quelle paix d'une population martyrisée, dépecée et massacrée. C'est cette vision qu'annonce la tendance du président à augmenter dans l'immédiat les effectifs américains en Irak et non pas à les diminuer. Tout dépend encore des consultations avec les commandants militaires des quatre armes. Comme les ressources militaires disponibles touchent à des limites, ils seront obligés de demander de l'aide à leurs alliés, qui la leur refuseront. L'impasse américaine est une chute catastrophique de *leadership*, de celles qui peuvent entraîner des fuites en avant. class= »Normal »>Si l'on chausse ces lunettes pessimistes pour regarder l'Amérique, c'est parce qu'il faut remarquer que le gouvernement actuel paraît incapable de produire au Moyen-Orient un projet fondé sur un descriptif réel de la situation qu'ils ont créée. Le thème bushiste de la démocratisation s'articule sur la guerre civile de façon perverse. Même le groupe de travail bipartisan s'en remet à des visions stéréotypées de l'art stratégique impérial dont ils annoncent le b.a.-ba, en s'inspirant en partie de l'unilatéralisme israélien, en partie de l'école française de la «bataille d'Alger», en partie de la Bosnie de Sam Huntington. L'Irak apparaît, à une échelle plus vaste, soumis au même protocole expérimental stéréotypé que celui de la guerre israélo-palestinienne, qui s'applique par clonage sur la guerre du Liban: 1) on organise la démocratie, sous occupation ou sous menace; 2) on punit les électeurs qui ne votent pas dans le bon sens; 3) par là on crée une impasse permanente et on excite une guerre civile entre bons et mauvais électeurs, dont on se propose d'être le médiateur. [...]

*Alain Joxe directeur d'études à l'EHESS, président du Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques (Cirpes). Il a publié L'empire du chaos, Editions La Découverte, 2004 (poche) ; et a participé à l'ouvrage collectif conçu par Jean Liberman, Démystifier l'universalité des valeurs américains, aux côtés de Mireille Delmas-marty, Richard Farnetti, Philip Golub, Michael Löwy, Larry Portis et alli. Editions Parangon, 2004. Cet article a été publié dans la page Rebonds de Libération, le 9 janvier 2007.*

[À l'encontre](#), 24 janvier 2007.

La source originale de cet article est [À l'encontre](#)  
Copyright © [Alain Joxe](#), [À l'encontre](#), 2007

---

Articles Par : [Alain Joxe](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)